



PREFET DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Arrêté

Portant décision après examen au cas par cas de la demande enregistrée sous le numéro F02417P0120 en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

**Le Préfet de région,
Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur,
Chevalier dans l'Ordre national du Mérite,**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
 - Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
 - Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
 - Vu l'arrêté préfectoral n°18.017 du 1er février 2018 portant délégation de signature du préfet de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Christophe CHASSANDE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;
 - Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02417P0120 relative à l'extension d'un élevage avicole au lieu-dit « Etangé » à Savigny-sur-Braye (41), reçue complète le 27 novembre 2017 ;
 - Vu la décision tacite, née le 1er janvier 2018, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;
 - Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 5 décembre 2017 ;
-
- Considérant que le projet a pour objet l'extension d'un élevage de poulets de chair et de dindes, au lieu-dit « Etangé » à Savigny-sur-Braye (41),
 - Considérant que le projet prévoit, sur une parcelle d'environ 20,4 hectares, la construction d'un nouveau bâtiment d'élevage d'une surface de plancher de 2 247 m² en vue de porter l'effectif total des emplacements de volailles à 88 200 au lieu des 58 200 déjà autorisés ;
 - Considérant que le projet relève de la rubrique 39° du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
 - Considérant que le projet est situé en zone agricole du plan local d'urbanisme de Savigny-sur-Braye approuvé le 30 juillet 2013 ;
 - Considérant, de plus, que le projet fait l'objet d'une procédure d'autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, qui est de nature à assurer la prise en compte de l'activité projetée ;

- Considérant la localisation du bâtiment à plus de 600 mètres des habitations, permettant de limiter les nuisances sonores et olfactives ;
- Considérant que l'emprise du projet n'est concernée par aucun zonage réglementaire ou d'inventaire pour la protection du patrimoine naturel ou culturel ;
- Considérant ainsi que le projet n'est pas susceptible d'avoir, sur l'environnement ou la santé humaine, d'autres incidences notables que celles qui seront étudiées et précisées dans le cadre de la procédure susmentionnée ;

Arrête

Article 1^{er}

La décision tacite, née le 1 janvier 2018, soumettant à évaluation environnementale le projet d'extension d'un élevage avicole au lieu-dit « Etangé » à Savigny-sur-Braye (41), est annulée.

Article 2

Le projet d'extension d'un élevage avicole au lieu-dit « Etangé » à Savigny-sur-Braye (41) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

Article 4

Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

Article 5

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le **13 AVR. 2018**

Pour le Préfet de la région
Centre-Val de Loire et par délégation,
Le Directeur Régional de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement


Christophe CHASSANDE

Voies et délais de recours

- **décision imposant la réalisation d'une étude d'impact :**

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la Transition écologique et solidaire

Grande Arche

Tour Pascal A et B

92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 ORLEANS Cedex 1

(délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

- **décision dispensant le projet d'étude d'impact :**

Recours gracieux et hiérarchique uniquement, dans les conditions de droit commun susmentionnés.

